

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 24 (1924)

Rubrik: Novembre 1924

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Décret
modifiant
ceux des 5 et 6 avril 1922 sur les traitements
et
celui du 9 novembre 1920 sur la Caisse de prévoyance
du personnel de l'Etat.

18 novembre
1924

Le Grand Conseil du canton de Berne,

Vu l'art. 26, n° 14, de la Constitution ainsi que l'art. 2 du décret du 14 novembre 1923 concernant les traitements du personnel de l'Etat;

Sur la proposition du Conseil-exécutif,

décrète :

Article premier. L'application des décrets spécifiés ci-après est prolongée jusqu'à nouvel ordre, savoir :

- a) décret général sur les traitements du personnel de l'Etat, du 5 avril 1922;
- b) décret sur les traitements du clergé réformé, du 6 avril 1922;
- c) décret sur les traitements du clergé catholique-chrétien, du 6 avril 1922;
- d) décret sur les traitements du clergé catholique-romain, du 6 avril 1922;
- e) décret sur les traitements des professeurs et privat-docents de l'Université, du 6 avril 1922;

18 novembre
1924

- f) décret sur les traitements des directeurs, maîtres et maîtresses des écoles normales de l'Etat, du 6 avril 1922;
- g) décret sur les traitements des inspecteurs des écoles primaires et secondaires, du 6 avril 1922;
- h) décret sur le corps de police, du 6 avril 1922.

Art. 2. L'art. 20 du décret susmentionné du 5 avril 1922 est modifié comme suit:

Les proches d'un fonctionnaire, employé ou ouvrier qui décède ont droit à son traitement pour le mois courant et les trois mois suivants, s'ils étaient à la charge du défunt.

S'ils ne sont pas au bénéfice de prestations de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat à teneur des art. 24 à 49 du décret y relatif, ou de la Caisse d'assurance des instituteurs, le traitement continue de leur être versé pendant six mois, en sus du mois courant. Et en pareil cas, s'ils sont dans le besoin, le Conseil-exécutif peut le leur accorder pour six autres mois encore.

Sont considérés comme proches au sens des dispositions ci-dessus: le veuf ou la veuve, les enfants, les père et mère, les petits-enfants et les frères et sœurs de la personne décédée.

Il est loisible à l'Etat de remplacer les prestations en nature par une indemnité en espèces.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus fixant les conditions et la durée du versement du traitement après décès, s'appliquent à tout le personnel de l'Etat pour lequel pareil traitement est prévu dans des décrets, ordonnances, règlements ou décisions particuliers. Toutes dispositions contraires de ces actes législatifs sont abrogées.

Art. 3. Dès le 1^{er} janvier 1925, les contributions ordinaires (art. 53, lettre *b*, et 55, lettre *a*, du décret du 9 novembre 1920) au profit de la Caisse de prévoyance, ainsi que les prestations de celle-ci pour de nouveaux cas d'assurance survenant à partir de ladite date, seront fixées et versées selon les traitements effectivement payés.

18 novembre
1924

Sont seuls réputés nouveaux cas d'assurance, ceux pour lesquels l'événement donnant lieu à une prestation de la Caisse de prévoyance se produira pour des membres de la caisse postérieurement au 1^{er} janvier 1925. Les cas survenus avant cette date ne bénéficieront d'aucune augmentation des prestations de la caisse.

Le versement des mensualités prévues en l'art. 55, lettre *b*, du décret du 9 novembre 1920, pourra être réparti sur deux années et s'effectuer avec celui des contributions annuelles ordinaires, l'arriéré donnant lieu à un intérêt du 5 %. Ledit versement devra être fait par tous les assurés, soit donc aussi par les membres exemptés des cotisations à teneur de l'art. 56 du décret du 9 novembre 1920, qui se trouveront encore au service de l'Etat le 1^{er} janvier 1925.

La prestation de l'Etat selon l'art. 53, lettre *c*, du décret précité aura lieu, au gré du Conseil-exécutif, sous forme d'une cédule portant intérêt au 5 %, et indénonçable de la part de la Caisse de prévoyance, ou de titres du portefeuille de l'Etat, celui-ci en garantissant la valeur en capital et l'intérêt au 5 %.

Art. 4. Les dispositions ci-après désignées du décret sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, du 9 novembre 1920, sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

Art. 8, paragr. 1, première phrase. „Les fonctionnaires, employés et ouvriers âgés de plus de 40 ans

18 novembre 1924 lors de leur entrée au service de l'Etat, peuvent être reçus membres de la Caisse par décision de la commission administrative, à la condition qu'eux-mêmes et l'Etat versent une finance d'admission pour chaque année écoulée au delà dudit âge.“

Art. 9, paragr. 4. Ces dispositions sont supprimées.

Art. 16, paragr. 1. „Le membre dont le gain annuel est réduit pour un motif autre que l'invalidité partielle (art. 36) ou qu'une faute de sa part, peut demeurer assuré pour son ancien gain entrant en ligne de compte. En ce cas, il paie une contribution correspondant au gain annuel faisant règle pour l'assurance et, en outre, il supporte à la place de l'Etat la part de contribution afférente à la différence entre son gain effectif et celui pour lequel il est assuré.“

Art. 33. Il est intercalé entre les paragr. 2 et 3 le nouveau paragraphe suivant:

„Un membre du Conseil-exécutif qui prend sa retraite après avoir été au service de l'Etat de Berne pendant 15 années effectives, dont au moins 8 en qualité de conseiller d'Etat, peut prétendre en tout temps à des prestations de la Caisse de prévoyance correspondant à ses années de service (art. 9, paragr. 3, *in fine*, art. 11, paragr. 3, art. 34). Les art. 35 et 39 à 47 sont applicables par analogie dans ce cas.“

Art. 33, ancien paragr. 3. Nouvelle teneur: „Les rentes de vieillesse accordées conformément au 2^e paragraphe du présent article, ainsi que les rentes selon le paragraphe 3 (nouveau) qui précède et l'art. 32, paragr. 2, sont considérées, eu égard aux dispositions du présent décret, sous tous les rapports comme rentes d'invalidité).“

Art. 54, paragr. 2, seconde phrase. „Des allocations annuelles régulières (art. 53, lettre *d*) seront versées au plus tard au bout d'une période de dix ans, après qu'un rapport aura été demandé à un expert et soumis au Grand Conseil.“

18 novembre
1924

Art. 67, paragr. 4. „Les frais d'administration seront remboursés à l'Etat par la Caisse à la fin de chaque exercice.“

Art. 5. Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1925. Dès cette date seront abrogées toutes les dispositions contraires des décrets spécifiés en l'article premier ci-dessus et de celui du 9 novembre 1920 sur la Caisse de prévoyance, de même que des ordonnances y relatives.

Berne, le 18 novembre 1924.

Au nom du Grand Conseil :

Le président,
E. Choulat.

Le chancelier,
Rudolf.

20 novembre
1924

Règlement

concernant

les frais de la procédure administrative d'internement dans une maison de travail.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu l'art. 78, paragr. 3, de la loi sur la police des pauvres, du 1^{er} décembre 1912;

Sur la proposition de la Direction de la police,

arrête :

1^o Les frais de la procédure administrative d'internement dans une maison de travail (art. 62 de la loi sur la police des pauvres) sont à la charge de la commune tenue à l'assistance de l'intéressé dans tous les cas où l'internement est demandé, conformément à l'art. 65, nos 2 et 3, de ladite loi par une autorité locale.

2^o Dans lesdits frais rentrent toutes les dépenses causées par la procédure, notamment les frais de visite médicale éventuelle, d'audition de témoins, de détention provisoire jusqu'au jour de l'internement dans la maison de travail, et les dépenses spéciales que les personnes détenues provisoirement pourraient nécessiter par suite de leur état physique ou mental.

Les témoins doivent être indemnisés conformément au tarif en matière pénale.

3^o Les préfets joindront à chaque dossier transmis à la Direction de la police, à l'intention du Conseil-exécutif, un état de frais mentionnant les débours prévus au n^o 2 ci-dessus et qui devra être complété chaque fois qu'il y aura lieu de procéder à un complément d'enquête.

20 novembre
1924

4^o Le Conseil-exécutif statuera sur les frais dans tous les cas, même s'il ne donne pas suite à la demande d'internement.

5^o Il fixera le prix de pension et déterminera à qui le paiement en incombe dans l'arrêté même où sera ordonné l'internement.

Berne, le 20 novembre 1924.

Au nom du Conseil-exécutif:

*Le président,
D^r Tschumi.*

*Le remplaçant du chancelier,
Brechbühler.*

20 novembre
1924

Arrêté

concernant

**les émoluments à percevoir pour le contrôle
des poissons importés durant les périodes
d'interdiction de la pêche.**

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu l'art. 4 du tarif des émoluments de la Chancellerie d'Etat, du 24 novembre 1920 ;

Sur la proposition de la Direction des forêts.

arrête :

1^o Pour le contrôle des truites, saumons et ombrés de rivière importés de l'étranger pendant les périodes d'interdiction de la pêche, les vendeurs des poissons paieront un émolumennt de 10 centimes par kilogramme, lequel fera l'objet d'un mandat de perception de la Direction des forêts.

2^o Le présent arrêté est également applicable aux envois de poissons provenant d'autres cantons, si ces envois ont lieu à une époque où les poissons des dites espèces ne sont pas soumis à une période d'interdiction dans le canton dont il s'agit.

Berne, le 20 novembre 1924.

Au nom du Conseil-exécutif:

*Le président,
Dr Tschumi.*

*Le remplaçant du chancelier,
Brechbühler.*

Décret
sur
l'Office cantonal du travail.

24 novembre
1924

Le Grand Conseil du canton de Berne,
Sur la proposition du Conseil-exécutif,
décrète :

Article premier. L'Office cantonal du travail établi à titre provisoire par ordonnance du Conseil-exécutif du 8 avril 1919 pour l'exécution des mesures contre le chômage, est maintenu comme institution permanente de l'administration cantonale, selon les dispositions qui suivent, et subordonné à la Direction de l'intérieur.

Art. 2. Cet office a pour tâche :

- 1^o d'exécuter les actes législatifs fédéraux dans le domaine du service de placement et des mesures contre le chômage;
- 2^o de pourvoir au service cantonal de placement et à son développement, ainsi qu'aux relations avec les offices communaux du travail;
- 3^o de prendre les mesures propres à fournir du travail, avec le concours des autorités de l'Etat, des districts et des communes;
- 4^o d'exécuter les mesures en matière d'assurance contre le chômage et de vérifier les comptes y relatifs;
- 5^o de donner aux autorités de district et communales des conseils et instructions concernant la répartition des travaux de leur ressort et la création de caisses d'assurance-chômage;

24 novembre
1924

6^o de pourvoir aux rapports dans ces divers domaines avec les autorités fédérales, cantonales, de district et communales, ainsi qu'avec les associations professionnelles patronales et ouvrières et les organes en matière d'orientation professionnelle.

Art. 3. Le Conseil-exécutif peut attribuer à l'Office cantonal du travail, pour préparation et exécution, encore d'autres tâches en rapport direct ou indirect avec les institutions sociales de l'Etat.

Art. 4. Le personnel de l'Office cantonal du travail se compose d'un chef, d'un suppléant et des employés nécessaires. Une ordonnance du Conseil-exécutif réglera l'organisation de l'office dans ses détails.

Art. 5. Le personnel continuera, provisoirement, d'être rétribué comme jusqu'ici. Lorsque sera édicté un nouveau décret sur les traitements du personnel de l'Etat, il y sera classé.

Art. 6. Le présent décret entrera en vigueur à la date que fixera le Conseil-exécutif et dès laquelle seront abrogées toutes dispositions d'autres actes législatifs qui lui sont contraires.

Berne, le 24 novembre 1924.

Au nom du Grand Conseil :

Le président,

E. Choulat.

Le chancelier,

Rudolf.

Arrêté
concernant
l'examen des bandages d'automobiles.

24 novembre
1924

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu l'art. 52, paragr. 1, du décret sur la circulation des automobiles du 10 mars 1914, modifié par celui du 11 mars 1924, et l'art. 4 du décret sur la taxe des automobiles du 10 mars 1914, modifié par celui du 18 mars 1924 ;

Sur la proposition des Directions de la police et des travaux publics,

arrête :

1^o L'assimilation, aux pneumatiques, d'autres bandages ou dispositifs pour roues d'automobiles peut avoir lieu, au sens des dispositions précitées, par décision de la Direction des travaux publics, sur le vu d'une expertise et d'un rapport de la Direction de la police.

La décision de la Direction des travaux publics peut faire l'objet d'un recours au Conseil-exécutif.

2^o L'expertise sera faite en règle générale par trois hommes du métier, désignés l'un par la Direction de la police, le second par la Direction des travaux publics et le troisième par l'intéressé. Les frais y relatifs, de même que ceux des autres formalités, sont à la charge du requérant, qui en fera

24 novembre 1924 l'avance si on l'exige. Ces frais et les indemnités dues aux experts seront fixés par la Direction des travaux publics. Le rapport d'expertise a un caractère consultatif.

Berne, le 24 novembre 1924.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président,
D^r Tschumi.

Le chancelier,
Rudolf.

Décret
concernant
l'organisation du Synode évangélique réformé.

24 novembre
1924

Le Grand Conseil du canton de Berne,

Par exécution des art. 44 et 45 de la loi du 18 janvier 1874 sur l'organisation des cultes;

Vu le résultat du recensement de la population du 1^{er} décembre 1920;

Vu également la convention passée en date du 17 février 1875 entre les Etats de Berne et de Soleure concernant la condition cultuelle du Bucheggberg et de la paroisse réformée de Soleure;

Sur la proposition du Conseil-exécutif,

décrète:

Article premier. Les délégués au Synode évangélique réformé (art. 45 de la loi sur l'organisation des cultes) sont élus par les paroisses dans les cercles électoraux désignés ci-après, à raison d'un délégué pour 3000 âmes de population réformée ou pour toute fraction dépassant 1500 âmes.

Le nombre des délégués à nommer dans chacun de ces cercles est donc fixé, d'après le résultat du recensement de la population du 1^{er} décembre 1920, ainsi qu'il suit:

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
1. Oberhasli	1. <i>Gadmen</i> 2. <i>Guttannen</i> 3. <i>Innertkirchen</i> 4. <i>Meiringen</i> Hasleberg Meiringen Schattenhalb	467 298 931 467 938 2,900 845	
		<u>6,379</u>	<u>2</u>
2. Brienz	5. <i>Brienz</i> Brienz Brienzwiler Hofstetten Oberried Schwanden	2,402 588 394 517 284	
		<u>4,185</u>	<u>1</u>
3. Unterseen	6. <i>Ringgenberg</i> Niederried p. I. Ringgenberg 7. <i>Unterseen</i> 8. <i>Habkern</i> 9. <i>Beatenberg</i> 10. <i>Leissigen</i> Därligen Leissigen	212 1,362 3,029 707 1,049 381 566	
		<u>7,306</u>	<u>2</u>

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
4. Gsteig	11. Gsteig Bönigen Gsteigwiler Gündlischwand Interlaken Iseltwald Isenfluh Lütschenthal Matten Saxeten Wilderswil	1,510 340 327 3,220 514 118 404 1,800 149 1,579 9,961	
			3
5. Zweilütschinen	12. Grindelwald 13. Lauterbrunnen	2,932 2,535 5,467	
			2
6. Frutigen	14. Adelboden 15. Aeschi Aeschi Krattigen 16. Frutigen (plus Schwanden et Wengi de la commune de Reichenbach) 17. Kandergrund Kandergrund Kandersteg 18. Reichenbach (sans Schwanden et Wengi, rattachés à la paroisse de Frutigen)	2,001 1,226 545 5,032 771 700 2,082 12,357	
			4

24 novembre
1924

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
7. Gessenay	19. <i>Châtelet</i> 20. <i>Lauenen</i> 21. <i>Gessenay</i> <small>(sans Abländschen)</small> 22. <i>Abländschen</i>	822 675 4,316 75 <hr/> 5,888	
8. Haut- Simmenthal	23. <i>Boltigen</i> 24. <i>Lenk</i> 25. <i>St-Stephan</i> 26. <i>Zweisimmen</i>	1,859 1,719 1,266 2,603 <hr/> 7,447	2
9. Bas- Simmenthal	27. <i>Därsletten</i> 28. <i>Diemtigen</i> 29. <i>Erlenbach</i> 30. <i>Oberwil</i> 31. <i>Reutigen</i> <i>Niederstocken</i> <i>Oberstocken</i> <i>Reutigen</i> 32. <i>Spiez</i> 33. <i>Wimmis</i>	829 1,933 1,353 1,096 206 203 746 4,256 1,447 <hr/> 12,069	2 4

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
10. Hilterfingen	<i>34. Hilterfingen</i> Heiligenschwendi 938 Hilterfingen 890 Oberhofen 1,015 Teuffenthal 205 <i>35. Sigristwil</i>	3,413	
		6,461	2
11. Thoune	<i>36. Thoune</i> Schwendibach 172 Thoune 13,236	13,408	4
12. Steffisbourg	<i>37. Steffisbourg</i> Fahrni 776 Heimberg 1,444 Homberg 512 Steffisbourg 6,463 <i>38. Schwarzenegg</i> Eriz 604 Horrenbach-Buchen 341 Oberlangenegg 636 Unterlangenegg 992 <i>39. Buchholterberg</i> Buchholterberg 1,487 Wachseldorn 296	13,551	5

24 novembre
1924

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
13. Thierachern	<i>40. Amsoldingen</i> Amsoldingen Höfen Längenbühl Zwieselberg	495 295 276 244	
	<i>41. Thierachern</i> Thierachern Uebeschi Uetendorf	980 444 1,984	
	<i>42. Blumenstein</i> Blumenstein Pohlern	898 197	
		<u>5,813</u>	<u>2</u>
14. Gurzelen	<i>43. Wattenwil</i> Forst Wattenwil	288 2,142	
	<i>44. Gurzelen</i> Gurzelen Seftigen	743 894	
	<i>45. Kirchdorf</i> Gelterfingen Jaberg Kienersrüti Kirchdorf Mühledorf Noflen Uttigen	287 164 63 605 193 220 559	
		<u>6,158</u>	<u>2</u>

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
15. Belp	<i>46. Gerzensee</i> <i>47. Belp</i> Belp Belpberg Kehrsatz Toffen	813 3,172 472 792 813	
	<i>48. Zimmerwald</i> Englisberg Niedermuhlern Zimmerwald	540 624 734	
		7,960	3
16. Riggisberg	<i>49. Thurnen</i> Burgistein Kaufdorf Kirchenthurnen Lohnstorf Mühlethurnen Riggisberg Rümligen Rüti p. R. <i>50. Rüeggisberg</i>	992 417 210 158 651 1,786 401 547 2,583	
		7,745	3
17. Guggisberg	<i>51. Guggisberg</i> <i>52. Rüscheegg</i>	2,793 2,355 5,148	2

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
18. Wahlern	53. <i>Wahlern</i> 54. <i>Albligen</i>	5,232 661 <hr/> 5,893	<hr/> 2
19. Koeniz	55. <i>Oberbalm</i> 56. <i>Koeniz</i> 57. <i>Bümpliz</i>	1,044 8,632 6,108 <hr/> 15,784	<hr/> 5
Ville de Berne (sans Bümpliz)			
20. Paroisse du St-Esprit	58. <i>Paroisse du St-Esprit</i>	14,010	5
21. Paroisse de la Paix	59. <i>Paroisse de la Paix</i>	10,144	3
22. Paroisse Saint-Paul	60. <i>Paroisse Saint- Paul</i>	13,990	5
23. Paroisse de la Cathédrale	61. <i>Paroisse de la Cathédrale</i>	7,999	3
24. Paroisse de la Nydeck	62. <i>Paroisse de la Nydeck</i>	15,261	5
25. Paroisse Saint-Jean	63. <i>Paroisse Saint- Jean</i>	18,482	6
26. Paroisse française	64. <i>Paroisse française</i> (ses membres se répar- tissent entre les divers paroisses de Berne)	3,742	1

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
27. Bolligen	65. <i>Bolligen</i> 66. <i>Muri</i> 67. <i>Stettlen</i> 68. <i>Vechigen</i>	6,739 2,326 782 2,689	
		12,536	4
28. Biglen	69. <i>Biglen</i> Arni Biglen Landiswil 70. <i>Walkringen</i> 71. <i>Worb</i>	1,119 1,087 887 1,995 4,229	
		9,317	3
29. Münsingen	72. <i>Münsingen</i> Münsingen Rubigen Tägertschi Gysenstein (arrond. scolaire) 73. <i>Stalden</i> Hæutlingen Niederhünigen Stalden Konolfingen (communauté scolaire) Ursellen (arrond. scolaire) Konolfingen et Ur- sell en se rattachent à la commune municipale de Gysenstein.	3,318 1,538 351 509 250 534 801 910 440 8,651	
			3

24 novembre
1924

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
30. Oberdiessbach	74. <i>Kurzenberg</i> Ausserbirrmoos Innerbirrmoos Otterbach	516 575 321	
	75. <i>Oberdiessbach</i> Aeschlen Bleiken Brenzikofen Freimettigen Herbligen Oberdiessbach	319 343 340 234 345 1,577	
	76. <i>Wichtrach</i> Kiesen Niederwichtrach Oberwichtrach Opplingen	454 789 791 420	
		7,024	2
31. Grosshœch- stetten	77. <i>Grosshœch- stetten</i> Bowil Grosshœchstetten Mirchel Oberthal Zäziwil	1,527 1,067 454 865 1,251	
	78. <i>Schlosswil</i>	807	
		5,971	2

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
32. Signau	79. <i>Eggiwil</i> 80. <i>Rœthenbach e.E.</i> 81. <i>Signau</i>	2,771 1,402 2,732 <hr/> 6,905	 <hr/> 2
33. Langnau	82. <i>Langnau</i> 83. <i>Schangnau</i> 84. <i>Trub</i> 85. <i>Trubschachen</i>	8,115 1,060 2,299 1,404 <hr/> 12,878	 <hr/> 4
34. Lauperswil	86. <i>Lauperswil</i> 87. <i>Rüderswil</i>	2,697 2,306 <hr/> 5,003	 <hr/> 2
35. Sumiswald	88. <i>Affoltern</i> 89. <i>Sumiswald</i> 90. <i>Trachselwald</i> 91. <i>Wasen</i>	1,159 3,086 1,448 2,572 <hr/> 8,265	 <hr/> 3
36. Rüegsau	92. <i>Lützelflüh</i> 93. <i>Rüegsau</i>	3,658 2,608 <hr/> 6,266	 <hr/> 2

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
37. Huttwil	94. <i>Dürrenroth</i> 95. <i>Eriswil</i> Eriswil Wyssachen 96. <i>Huttwil</i> 97. <i>Walterswil</i>	1,460 1,943 1,407 4,069 754	
		9,633	3
38. Rohrbach	98. <i>Melchnau</i> Busswil p. M. Gondiswil Melchnau Reisiswil 99. <i>Rohrbach</i> Auswil Kleindietwil Leimiswil Rohrbach Rohrbachgraben	281 1,077 1,345 296 538 467 592 1,560 527	
	100. <i>Ursenbach</i> Oeschenbach Ursenbach	396 1,145	
		8,224	3
39. Langenthal	101. <i>Bleienbach</i> 102. <i>Langenthal</i> Langenthal Untersteckholz A reporter	740 5,906 259 6,905	

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	6,905	
	103. <i>Lotzwil</i>		
	Gutenberg	68	
	Lotzwil	1,562	
	Obersteckholz	492	
	Rütschelen	540	
	104. <i>Madiswil</i>	1,991	
		11,558	4
40. <i>Aarwangen</i>	105. <i>Aarwangen</i>		
	Aarwangen	1,878	
	Bannwil	617	
	Schwarzhaeusern	382	
	106. <i>Roggwil</i>	2,597	
	107. <i>Thunstetten</i>	1,578	
	108. <i>Wynau</i>	1,265	
		8,317	3
41. <i>Oberbipp</i>	109. <i>Niederbipp</i>		
	Niederbipp	2,513	
	Walliswil-Bipp	220	
	110. <i>Oberbipp</i>		
	Attiswil	943	
	Farnern	217	
	Oberbipp	897	
	Rumisberg	375	
	Wiedlisbach	1,397	
	Wolfisberg	205	
	A reporter	6,767	

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	6,767	
111. <i>Wangen s. A.</i>			
	Walliswil-Wangen	595	
	Wangen s. A.	1,308	
	Wangenried	344	
		9,014	3
42. <i>Herzogen- buchsee</i>	112. <i>Herzogen- buchsee</i>		
	Berken	86	
	Bettenhausen	402	
	Bollodingen	239	
	Graben	298	
	Heimenhausen	368	
	Hermiswil	104	
	Herzogenbuchsee	2,778	
	Inkwil	465	
	Niederœnz	474	
	Oberœnz	343	
	Ochlenberg	914	
	Rœthenbach p. II.	279	
	Thœrigen	637	
	Wanzwil	107	
	113. <i>Seeberg</i>	1,689	
		9,183	3
43. <i>Berthoud</i>	114. <i>Berthoud</i>	8,781	
	115. <i>Heimiswil</i>	2,218	
	116. <i>Wynigen</i>	2,500	
		13,499	4

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués	24 novembre 1924
44. Oberbourg	<i>117. Hasle p. B.</i> <i>118. Krauchthal</i> <i>119. Oberbourg</i>	2,515 1,933 2,993 <hr/> 7,441		
45. Kirchberg	<i>120. Hindelbank</i> Bæriswil Hindelbank Mötschwil- Schleumen <i>121. Kirchberg</i> Aeftigen Ersigen Kernenried Kirchberg Lyssach Niederœsch Oberœsch Rüdtligen Rumendingen Rüti p. L. <i>122. Koppigen</i> Alchenstorf Hellsau Hœchstetten Koppigen Willadingen	491 980 192 537 1,023 338 2,274 701 303 169 557 181 126 662 197 264 1,304 255 <hr/> 10,554	2	

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
46. Bætterkinden	<i>123. Bætterkinden</i>	1,493	
	<i>124. Limpach</i>		
	Büren z. Hof	280	
	Limpach	412	
	Schalunen	167	
	<i>125. Utzenstorf</i>		
	Utzenstorf	2,094	
	Wiler p. U.	384	
	Zielebach	194	
		5,024	2
47. Jegenstorf	<i>126. Grafenried</i>		
	Fraubrunnen	487	
	Grafenried	599	
	<i>127. Jegenstorf</i>		
	Ballmoos	44	
	Jegenstorf	1,061	
	Iffwil	367	
	Mattstetten	345	
	Münchringen	214	
	Oberscheunen (de la commune de Scheunen)	34	
	Urtenen	1,126	
	Zauggenried	329	
	Zuzwil	266	
	A reporter	4,872	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués	24 novembre 1924
	Report	4,872		
	128. <i>München- buchsee</i>			
	Deisswil	111		
	Diemerswil	237		
	Moosseedorf	761		
	Münchenbuchsee	2,217		
	Wiggiswil	121		
		8,319	3	
48. <i>Wohlen</i>	129. <i>Bremgarten</i>			
	Bremgarten	977		
	Zollikofen	2,126		
	130. <i>Kirchlindach</i>	1,108		
	131. <i>Wohlen</i>	3,021		
		7,232	2	
49. <i>Laupen</i>	132. <i>Ferenbalm</i>	908		
	133. <i>Frauen- kappelen</i>	630		
	134. <i>Chiètres bernois</i>			
	Golaten	330		
	Gurbrü	230		
	Wileroltigen	319		
	135. <i>Laupen</i>			
	Dicki	384		
	Laupen	1,213		
	136. <i>Mühleberg</i>	2,493		
	A reporter	6,507		

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	6,507	
	137. <i>Morat bernois</i>		
	<i>Clavaleyres</i>	86	
	<i>Villars-les-Moines</i>	346	
	138. <i>Neuenegg</i>	2,347	
		9,286	3
50. Aarberg			
	139. <i>Aarberg</i>	1,489	
	140. <i>Bargen</i>	702	
	141. <i>Kallnach</i>		
	<i>Kallnach</i>	1,274	
	<i>Niederried p.K.</i>	288	
	142. <i>Kappelen</i>	832	
	143. <i>Radelfingen</i>	1,440	
	144. <i>Seedorf</i>	2,847	
		8,872	3
51. Schüpfen			
	145. <i>Grossaffoltern</i>	1,867	
	146. <i>Lyss</i>	3,311	
	147. <i>Meikirch</i>	858	
	148. <i>Rapperswil</i>	1,649	
	149. <i>Schüpfen</i>	2,307	
		9,992	3
52. Büren			
	150. <i>Arch</i>		
	<i>Arch</i>	694	
	<i>Leuzigen</i>	1,021	
	<i>A reporter</i>	1,715	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	1,715	
151. Büren			
	Büren s. A.	2,124	
	Meienried	73	
152. Diessbach			
	Büetigen	498	
	Busswil p. B.	541	
	Diessbach	773	
	Dotzigen	753	
153. Longeau		2,009	
154. Perles			
	Montménil	601	
	Perles	1,577	
155. Rüti p. B.		705	
156. Wengi		534	
		11,903	4
53. Nidau	157. Bürglen		
	Aegerten	996	
	Brügg	1,292	
	Jens	446	
	Merzlingen	222	
	Schwadernau	388	
	Studen	519	
	Worben	962	
	A reporter	4,825	

24 novembre
1924

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	4,825	
158. <i>Gottstatt</i>	Orpond	723	
	Safnern	786	
	Scheuren	267	
159. <i>Nidau</i>	Belmont	351	
	Ipsach	280	
	Nidau	2,261	
	Port	404	
	Sutz-Lattrigen	419	
160. <i>Tæuffelen</i>	Epsach	310	
	Hagneck	117	
	Hermrigen	303	
	Mœrigen	186	
	Tæuffelen	1,013	
161. <i>Walperswil</i>	Bühl	237	
	Walperswil	638	
162. <i>Douanne</i>	Daucher-Alfermée	279	
	Douanne	828	
163. <i>Gléresse</i>		466	
		14,393	5

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
54. Cerlier	<i>164. Cerlier</i> Cerlier 801 Mullen 46 Tschugg 442 <i>165. Champion</i> Chules 727 Champion 696 <i>166. Anet</i> Bretièges 555 Anet 1,854 Monsemier 639 Treiteron 364 <i>167. Siselen</i> Finsterhennen 347 Siselen 572 <i>168. Fénil</i> Locraz 333 Fénil 408		
		7,784	3
55. Bienne	<i>169. Bienne</i> Bienne 22,699 (sans Madrèche et Mâche) Evilard 743 A reporter 23,442		

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	23,442	
	170. <i>Mâche</i>		
	Madrèche	3,642	
	Mâche	1,713	
	(Ces deux localités font partie de la commune de Bienne)		
		28,797	10
56. Neuveville	171. <i>Diesse</i>		
	Diesse	353	
	Lamboing	519	
	Prêles	427	
	172. <i>Neuveville</i>	2,242	
	173. <i>Nods</i>	676	
		4,217	1
57. Courtelary	174. <i>Corgémont</i>		
	Corgémont	1,206	
	Cortébert	708	
	175. <i>Courtelary</i>		
	Cormoret	692	
	Courtelary	1,198	
	176. <i>Orvin</i>	776	
	177. <i>Péry</i>		
	La Heutte	371	
	Péry	1,048	
	178. <i>Sonceboz-</i>		
	<i>Sombeval</i>	1,124	
	A reporter	12,123	

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	12,123	
179. <i>Tramelan</i>	Tramelan-dessous	1,243	
	Tramelan-dessus	3,081	
	Mont-Tramelan	132	
180. <i>Vauffelin</i>	Plagne	243	
	Romont	146	
	Vauffelin	286	
		12,254	4
58. <i>St-Imier</i>	181. <i>La Ferrière</i>	517	
182. <i>St-Imier</i>	St-Imier	5,486	
	Villeret	1,254	
183. <i>Renan</i>		1,254	
184. <i>Sonvilier</i>		1,735	
	<i>Paroisse allemande du Val de St-Imier</i>	—	
		10,246	3
59. <i>Tavannes</i>	185. <i>Bévilard</i>		
	Bévilard	783	
	Champoz	218	
	Malleray	1,215	
	Pontenet	274	
	A reporter	2,490	

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	2,490	
186. <i>Court</i>	Court Sorvilier Lajoux * Genevez *	1,130 416 62 45	
187. <i>Sornetan</i>	Châtelat Monible Sornetan Souboz	183 56 166 210	
188. <i>Tavannes</i>	Loveresse Reconvilier Saicourt Saules Tavannes	390 1,722 870 182 2,445	
		10,367	3
60. <i>Moutier</i>	189. <i>Grandval</i> Corcelles Crémines Eschert Grandval • A reporter	132 394 302 273 1,101	

* La population réformée des communes de Lajoux et des Genevez rentre dans la paroisse allemande de la vallée de Moutier (Moutier-Tavannes).

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	1,101	
	<i>190. Moutier</i>		
	Belprahon	106	
	Moutier	3,070	
	Perrefitte	353	
	Roches	207	
	Elay (Seehof)*	81	
	<i>Paroisse allemande de la vallée de Mou- tier</i>	—	
	(Moutier-Tavannes)		
		4,918	2
61. Jura catholique	<i>191. Delémont</i> , comprenant la population réformée du district de Delémont et des communes suivantes de celui de Moutier:	4,104	
	Châtillon	30	
	Corban	63	
	Courchapoix	30	
	Courrendlin	685	
	Mervelier	12	
	Rossemaison	48	
	La Scheulte	37	
	Vellerat	22	
	A reporter	5,031	

* La population réformée d'Elay se rattache à la paroisse allemande de la vallée de Moutier (Moutier-Tavannes).

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	5,031	
192. <i>Laufon</i> , comprenant la population réformée du district de Laufon		1,146	
193. <i>Porrentruy</i> , comprenant la population réformée du district de Porrentruy		3,075	
194. <i>Franches-Montagnes</i> , comprenant la population réformée du district des Franches-Montagnes		1,029	
		10,281	3
62. Bucheggberg	195. <i>Messen bernois</i>		
	Bangerten	173	
	Etzelkofen	260	
	Messen-Scheunen (de la commune municipale de Scheunen)	73	
	Mülchi	283	
	Ruppoldsried	205	
	A reporter	994	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués	24 novembre 1924
	Report	994		
	196. <i>Oberwil bernois</i>	653		
	<i>Messen soleurois</i>			
	<i>Oberwil soleurois</i>			
	<i>Aetingen</i>			
	<i>Lüsslingen</i>			
		5,703		
			7,350	2
63. Soleure	<i>Cure de Soleure</i>			
	<i>Cure de Granges-</i>			
	<i>Bettlach</i> (réformés du district de Lebern)			
	<i>Cures de Biberist-</i>	24,539		
	<i>Gerlafingen et De-</i>			
	<i>rrendingen</i> (réfor- més du district de Kriegstetten)			
		24,539	8	

24 novembre
1924

Récapitulation.

Cercles électoraux	Population réformée	Nombre des délégués
1. Oberhasli	6,379	2
2. Brienz	4,185	1
3. Unterseen	7,306	2
4. Gsteig	9,961	3
5. Zweilütschinen	5,467	2
6. Frutigen	12,357	4
7. Gessenay	5,888	2
8. Haut-Simmenthal	7,447	2
9. Bas-Simmenthal	12,069	4
10. Hilterfingen	6,461	2
11. Thoune	13,408	4
12. Steffisbourg	13,551	5
13. Thierachern	5,813	2
14. Gurzelen	6,158	2
15. Belp	7,960	3
16. Riggisberg	7,745	3
17. Guggisberg	5,418	2
18. Wahlern	5,893	2
19. Koeniz	15,784	5
20. Berne, paroisse du St-Esprit	14,010	5
21. " " de la Paix .	10,144	3
22. " " de St-Paul .	13,990	5
23. " " de la Cathédrale	7,919	3
24. " " de la Nydeck	15,261	5
25. " " de St-Jean .	18,482	6
26. " " française .	3,742	1
A reporter	245,798	80

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Population réformée	Nombre des délégués
	Report	245,798
27. Bolligen	12,536	4
28. Biglen	9,317	3
29. Münsingen	8,651	3
30. Oberdiessbach	7,024	2
31. Grosshœchstetten	5,971	2
32. Signau	6,905	2
33. Langnau	12,878	4
34. Lauperswil	5,003	2
35. Sumiswald	8,265	3
36. Rüegsau	6,266	2
37. Huttwil	9,633	3
38. Rohrbach	8,224	3
39. Langenthal	11,558	4
40. Aarwangen	8,317	3
41. Oberbipp	9,014	3
42. Herzogenbuchsee	9,183	3
43. Berthoud	13,499	4
44. Oberbourg	7,441	2
45. Kirchberg	10,554	4
46. Bætterkinden	5,024	2
47. Jegenstorf	8,319	3
48. Wohlen	7,232	2
49. Laupen	9,286	3
50. Aarberg	8,872	3
51. Schüpfen	9,992	3
52. Büren	11,903	4
53. Nidau	14,393	5
A reporter	491,058	161

24 novembre
1924

Cercles électoraux	Population réformée	Nombre des délégués
Report	491,058	161
54. Cerlier	7,784	3
55. Bienne	28,797	10
56. Neuveville	4,217	1
57. Courtelary	12,254	4
58. St-Imier	10,246	3
59. Tavannes	10,367	3
60. Moutier	4,918	2
61. Jura catholique	10,281	3
62. Bucheggberg	7,350	2
63. Soleure	24,539	8
	608,541	
Le nombre total des délégués est de		200

Art. 2. Est éligible au Synode, tout citoyen qui possède les qualités requises pour voter en assemblée d'une paroisse faisant partie du corps synodal de l'Eglise nationale évangélique réformée du canton de Berne (art. 8 de la loi sur l'organisation des cultes) et qui a atteint l'âge de vingt-trois ans révolus.

La division en cercles électoraux des paroisses soleuroises faisant partie dudit corps synodal, le droit de suffrage et l'éligibilité des délégués de ces cercles au Synode sont réglés par la convention en vigueur entre les Etats de Berne et de Soleure concernant la condition cultuelle du Bucheggberg et des protestants des districts de Soleure, Lebern et Kriegstetten.

Art. 3. Le Synode est renouvelé intégralement tous les quatre ans. La durée de ses fonctions commence le

1^{er} novembre et expire le 31 octobre de la quatrième année 24 novembre
qui suit. 1924

Les élections de renouvellement doivent avoir lieu avant l'expiration de la période.

Il sera pourvu le plus tôt possible, pour le reste de la période, à toute vacance se produisant au cours de celle-ci.

Art. 4. La convocation aux élections du Synode a lieu par une ordonnance du conseil synodal, laquelle doit être communiquée aux conseils paroissiaux et publiée par un avis dans la Feuille officielle au plus tard trois semaines avant le jour du vote.

Art. 5. Le Synode siège d'ordinaire une fois l'an, à Berne, au cours du dernier trimestre.

Des sessions extraordinaires ont lieu :

- a) lorsque le Conseil-exécutif ou le conseil synodal le juge nécessaire;
- b) lorsque trente membres du Synode en font la demande par écrit au bureau.

La convocation est faite par le conseil synodal au moins quatorze jours d'avance, au moyen d'une circulaire indiquant le jour, l'heure et le lieu de l'assemblée, ainsi que les objets à traiter. La circulaire sera également adressée au Conseil-exécutif et aux conseils de paroisse.

Art. 6. Dans la séance constitutive qui suit le renouvellement intégral, le doyen d'âge, ou un membre désigné par lui, dirige l'assemblée jusqu'à la nomination du président; il s'adjoint un bureau provisoire.

Le Synode vérifie lui-même les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité des élections.

Dès que la majorité des élections sont validées, l'assemblée procède à l'élection du président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire allemand qui tiendra le plumitif, d'un secrétaire français et de deux scrutateurs. Cela fait, le Synode se trouve constitué. Jusqu'à la constitution de l'assemblée, chaque membre a le droit de siéger et de voter; les nouveaux membres ne peuvent

24 novembre 1924 prendre part aux délibérations ultérieures qu'après la validation de leur élection.

Les élections ont lieu au scrutin secret et à la pluralité des voix, pour la durée de quatre ans; les élus sont rééligibles.

Art. 7. Une fois constitué, le Synode élit au scrutin secret, pour quatre ans, le conseil synodal prévu en l'art. 46 de la loi sur l'organisation des cultes, ainsi que le président de celui-ci, lequel n'est pas rééligible comme tel pour la période suivante.

Le Synode fixe le nombre des membres du conseil synodal et détermine ses attributions.

Il est pourvu aux vacances qui viennent à se produire au sein du conseil synodal dans l'assemblée du Synode qui suit immédiatement.

Art. 8. Le Synode ne délibère validement que moyennant la présence de la majorité de ses membres.

Ses séances sont publiques. Les rapports présentés par lui et par le conseil synodal seront imprimés et remis aux membres du Grand Conseil.

Il lui est loisible d'établir, pour son régime intérieur et le mode de ses délibérations, les prescriptions et règlements nécessaires.

Art. 9. Le présent décret entre immédiatement en vigueur et sera inséré au Bulletin des lois. Il abroge celui du 17 mai 1914 relatif au même objet, ainsi que l'art. 5 du décret du 29 janvier 1908 qui érige l'Eglise française de Berne en paroisse indépendante.

Berne, le 24 novembre 1924.

Au nom du Grand Conseil:

*Le président,
E. Choulat.*

*Le chancelier,
Rudolf.*